

recherche, on retrouve des partis politiques aux doctrines divergentes qui remettent en question à la fois le rôle général de l'Etat dans l'économie et son rôle spécifique de producteur et d'investisseur au sein des entreprises concurrentielles. Cependant, dans ses efforts pour trouver des voies parallèles, l'idéologie officielle — quelle soit socialiste ou d'inspiration néo-conservatrice — s'est trouvée contrainte d'adapter toute nouvelle stratégie économique en fonction des exigences de la concurrence internationale et des compressions budgétaires. Si l'on fait exception de la Grande-Bretagne, ni la privatisation en bloc ni les programmes de nationalisations à grande échelle ne semble être les tendances de l'avenir. Au lieu de cela, on trouve des gouvernements qui tentent de réduire la taille de leur secteur public, brandissant la bannière de la rentabilité. Ils favorisent les investissements par l'intermédiaire de compagnies de holding et d'entreprises mixtes (privée et publique) qui offrent des possibilités d'accès à un financement extérieur, fournissent la flexibilité requise (étant habituellement hors de la portée de la surveillance parlementaire) et attirent l'expertise en provenance du secteur privé — trois conditions jugées essentielles pour assurer le succès commercial. Partout l'Etat actionnaire demeure et partout l'Etat cherche à se faire concurrentiel. □